
MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Pouvoir Adjudicateur :
CHU d'Angers Etablissement support du Groupement hospitalier de territoire de Maine et Loire
(GHT 49)
4 Rue Larrey
49933 ANGERS Cedex 9

Objet de la consultation :

MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)
OPERATION DE RESTRUCTURATION / RECONSTRUCTION DE L'EHPAD ET USLD
ST NICOLAS - CHU D'ANGERS

DTEM24AO033CSPS_ST_NICOLAS

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant
partie législative du code de la commande publique et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018
portant partie réglementaire du code de la commande publique
(Articles L2124-2 et R2124-2, R2161-2 à R2161-5)

Date et heure limites de réception des offres

Jeudi 28 novembre 2024 à 12 Heures 00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR	5
ARTICLE 2 : DESCRIPTION DU MARCHE	5
2.1 : Objet du marché	5
2.2 : Nature du marché et compétences de l'Etablissement support et des Etablissement parties	5
ARTICLE 3 : DIVISION EN LOTS	6
ARTICLE 4 : FORME DU (DES) MARCHE(S)	6
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION	6
ARTICLE 6 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
6.1 : Pièces constitutives du marché	6
6.2 : Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	7
6.3 : Pièces à délivrer au titulaire du marché	7
ARTICLE 7 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS	7
7.1 : Caractéristiques du projet	7
7.2 : Les prestations à réaliser	8
ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE 10 : DELAIS - PENALITES POUR RETARD	12
10.1 : Délai d'exécution	12
10.2 : Arrêt de l'exécution de la prestation	13
10.3 : Prolongation du délai d'exécution	13
10.4 : Pénalités de retard	13
ARTICLE 11 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS	14
ARTICLE 12 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	14
ARTICLE 13 : PRIX DU MARCHE	14
13.1 : Dispositions générales	14
13.2 : Modalités de détermination des prix	15
13.3 : Variation dans les prix	15
ARTICLE 14 : OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	16
14.1 : Changements affectant le titulaire	16
14.2 : Protection de la main-d'œuvre	16
14.3 : Assurance	16
14.4 : Discretion et confidentialité - Secret professionnel	17
14.5 : Sécurité	17
14.6 : Règlement européen sur la protection des données Sécurités (RGPD)	17
ARTICLE 15 : AVANCE FORFAITAIRE	17
ARTICLE 16 : CONDITIONS DE PAIEMENT	18
16.1 : Acomptes et paiements partiels définitifs	18
16.2 : Présentation des demandes de paiements	19
16.3 : Mode de règlement	19
16.4 : Titulaire étranger	20
ARTICLE 17 : PROPRIETE INTELLECTUELLE - DROITS CEDES PAR LE TITULAIRE	20
ARTICLE 18 : COMPTABLE ASSIGNATAIRE	20
ARTICLE 19 : CONDITIONS DE RESILIATION	20
19.1 : Résiliation pour événements extérieurs au marché	20
19.2 : Résiliation pour événements liés au marché	20
19.3 : Résiliation pour motifs d'intérêt général	21

19.4 : Résiliation aux torts du Titulaire	21
19.5 : Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	21
ARTICLE 20 : LITIGES	22
ARTICLE 21 : NOTIFICATION.....	22
ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. - PRESTATIONS INTELLECTUELLES	22

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Préambule :

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) de Maine-et-Loire (ci-après, le « GHT 49 ») a pour objet de créer les conditions d'élaboration et de mise en œuvre d'une stratégie de prise en charge partagée et graduée des patients, dans le but d'assurer une égalité d'accès aux soins sécurisés et de qualité dans une logique de continuité du parcours de santé.

Les Etablissements suivants sont parties au Groupement Hospitalier de Territoire de Maine-et-Loire :

- Centre Hospitalier Universitaire d'Angers
- Centre Hospitalier de Cholet
- Centre Hospitalier de Saumur
- Centre Hospitalier Longué-Jumelles
- Centre de Santé Mentale Angevin CESAME
- Etablissement de santé Baugeois Vallée
- Centre Hospitalier de la Corniche Angevine
- Centre Hospitalier de Doué-la-Fontaine
- Centre Hospitalier Layon-Aubance
- Centre Hospitalier Intercommunal Lys Hyrôme.

Une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier Universitaire d'Angers comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire de Maine-et-Loire.

L'article L.6132-3 3° du code de la santé publique dispose que l'Etablissement support du Groupement Hospitalier de Territoire assure la fonction achats pour le compte des Etablissements parties. L'article R.6132-16 du Code de la Santé Publique dispose que l'Etablissement support est chargé de :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat
- La planification des marchés
- La passation des marchés et des avenants.

L'exécution propre du marché reste effective au sein de chaque établissement partie.

De ce fait dans cette consultation, le terme CHU d'Angers désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire de Maine-et-Loire.

ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR

Centre Hospitalier Universitaire d'ANGERS (CHU ANGERS) Etablissement Public de Santé,
Etablissement support du GHT de Maine-et-Loire

Noms et adresses officiels du Pouvoir Adjudicateur

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :	La Directrice Générale du CHU
Adresse :	4 rue Larrey
Adresse électronique :	49933 ANGERS CEDEX 09
Adresse du portail d'achat :	CJCGHT49@chu-angers.fr https://www.marches-publics.gouv.fr
Gestionnaire de marché :	Mme PIGNON - Gestion du Patrimoine
Adresse :	CHU d'ANGERS 4 rue Larrey
Téléphone :	49933 ANGERS CEDEX 09
Télécopieur :	02 41 35 38 50
Adresse électronique :	02 41 35 55 05 dtem@chu-angers.fr
Référent technique :	Mme DUMAS - Gestion du Patrimoine
Adresse :	CHU d'ANGERS 4 rue Larrey
Téléphone :	49933 ANGERS CEDEX 09
Télécopieur :	02 41 35 38 50
Adresse électronique :	02 41 35 55 05 dtem@chu-angers.fr

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DU MARCHÉ

2.1 : Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est un marché de prestations intellectuelles relatif à des **missions de contrôle technique dans le cadre de la restructuration / reconstruction de l'EHPAD et l'USLD St Nicolas du CHU d'ANGERS.**

2.2 : Nature du marché et compétences de l'Etablissement support et des Etablissement parties

Il est conclu un marché unique, signé et notifié par le Pouvoir Adjudicateur du CHU d'Angers, Etablissement Support du GHT 49.

Le CHU d'Angers assure la coordination de cette procédure dans le cadre de sa fonction d'Etablissement support.

A ce titre, il est compétent en phase de passation de marché pour :

- Procéder, dans le respect des règles prévues par les différents textes liés à la commande publique, à l'organisation de la procédure de passation du marché.
- Signer et notifier le marché.
- Procéder, pendant la phase d'exécution du marché :
 - A la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du marché, le cas échéant,
 - Réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification du marché,
 - Prononcer la résiliation du marché,
 - Gérer les relations précontentieuses formées par ou contre le Groupement Hospitalier de territoire de Maine et Loire, à l'exception des litiges courants propres à chaque établissement partie et des recours contentieux formés par ou contre un établissement partie.

ARTICLE 3 : DIVISION EN LOTS

Les prestations du présent marché sont regroupées en un lot unique.

Missions de de coordination sécurité et protection de la santé (CSPS) dans le cadre de la **restructuration / reconstruction de l'EHPAD et l'USLD St Nicolas du CHU d'ANGERS.**

ARTICLE 4 : FORME DU (DES) MARCHE(S)

- | | | |
|--------------------------------------|---|---|
| ▪ Marché(s) ordinaire(s) | <input checked="" type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| ▪ Accord-cadre(s) à bons de commande | <input type="checkbox"/> oui | <input checked="" type="checkbox"/> non |
| ▪ Marché(s) à tranches optionnelles | <input type="checkbox"/> oui | <input checked="" type="checkbox"/> non |

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION

Le marché démarre à sa notification et prend fin à la date de levée de la dernière réserve, postérieurement à la réception des ouvrages (durée prévisionnelle de **56 mois** dont **15 mois** en phase étude, **36 mois** en phase d'exécution et un temps de consultation des entreprises entre ces deux étapes).

Possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée sans concurrence pour la réalisation de prestations similaires (article R2122-7 du code de la commande publique) :

☒ oui ☐ non

ARTICLE 6 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

6.1 : Pièces constitutives du marché

Le marché à conclure est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- 1 - La lettre de notification du marché et, le cas échéant, son accusé de réception.
- 2 - L'acte d'engagement du Titulaire.
- 3 - Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes :
 - Annexe 1 - Fiche de synthèse
 - Annexe 2 - DIUO
 - Annexe 3 - Hygiène hospitalière et sécurité des patients
 - Annexe 4 - Risques généraux dans les établissements hospitaliers
- 4 - Le Programme Technique Détaillé remis aux maîtres d'œuvre admis à concourir,
- 5 - Les autres modifications éventuelles, opérées par avenant.
- 6 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.-PI) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- 7 - La décomposition du prix global de la mission par phase.
- 8 - Le calendrier prévisionnel du projet.
- 9 - Le mémoire exposant la méthodologie du candidat pour l'exécution de sa prestation.

NOTA : Il est précisé que la décomposition du prix global forfaitaire n'a de valeur contractuelle que pour ce qui concerne le règlement d'acomptes au prestataire.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Les originaux de l'Acte d'engagement, du C.C.A.P. et des annexes seront conservés par le Pouvoir Adjudicateur et pour seule foi.

Les conditions générales de vente (ou d'achat) sont inopposables au Pouvoir Adjudicateur.

6.2 : Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié selon les dispositions prévues aux articles R 2194-1 à R 2194-10 du code de la commande publique.

6.3 : Pièces à délivrer au titulaire du marché

6.3.1 - Forme des notifications

Il est fait application des dispositions des articles 3 et 4 du C.C.A.G.-PI avec les précisions qui suivent.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G.-PI, la notification du marché comprend uniquement un exemplaire de l'acte d'engagement et de ses annexes.

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en Titulaire.

6.3.2 - Notifications du marché et de ses modifications

La notification du marché et de ses modifications est effectuée par le biais du profil d'acheteur, ou à défaut, dans les conditions prévues à l'article 3.1.1 du C.C.A.G.-PI.

L'adresse électronique faisant foi pour la notification est celle renseignée par le titulaire dans son compte utilisateur du profil d'acheteur, dont il fait usage pour le dépôt de son offre.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le titulaire est réputé avoir reçu la notification à la date de la première consultation du document qui lui a été ainsi adressé, ou à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

6.3.3 - Nantissement et cession de créance

Le titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit à l'acheteur. Il reçoit alors de la part de ce dernier, soit une copie de l'original du marché public délivrée en unique exemplaire, soit un certificat de cessibilité, transmis par l'organisme bénéficiaire de la cession au comptable assignataire des paiements. Il est à noter que l'acheteur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et 61 du code de la commande publique est le représentant légal de l'acheteur.

6.3.4 Notifications destinées à l'acheteur

Les notifications destinées à l'acheteur, prévues en application des clauses du présent C.C.A.P., telles que les observations sur bons de commande ou ordre de service, les demandes de révision de prix, les modifications affectant le Titulaire, les réclamations et différends, sont effectuées par voie postale ou électronique, à l'adresse indiquée au début du présent document.

ARTICLE 7 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les caractéristiques techniques et spécifications du marché sont décrites au présent C.C.A.P.

7.1 : Caractéristiques du projet

Le détail du projet est précisé dans les annexes au présent C.C.A.P. (note d'information relative à l'ouvrage et Programme Technique Détaillé).

L'opération pour le compte du CHU d'ANGERS est localisée sur le site Saint-Nicolas - 14 rue de l'Abbaye - 49 100 ANGERS. Le site est sur deux parcelles séparées par une voie publique et composé de plusieurs bâtiments d'époques variées avec des liaisons partielles entre les bâtiments.

L'opération consiste en la restructuration lourde de l'EHPAD et de l'USLD avec le maintien de bâtiments existants et la reconstruction de nouveaux bâtiments pour améliorer le fonctionnement du site parallèlement à la mise en oeuvre d'un nouveau projet médical (développement de nouveaux accompagnements dans la capacité existante, déploiement de locaux d'activités et de vie sociale pour les résidents, création d'un pôle de consultations gériatriques). La réorganisation

du site s'effectuera en deux tranches avec la démolition des deux bâtiments les plus anciens dans un premier temps puis la démolition d'un 3ème bâtiment dans un futur à préciser.

Le programme en annexe présente l'ensemble de l'opération mais le projet à réaliser (objet du concours de maîtrise d'oeuvre) ne concerne que la première tranche, avec la démolition des deux bâtiments les plus anciens, pour permettre ensuite la réalisation ultérieure de la seconde tranche (démolition d'un 3ème bâtiment).

Le programme de réorganisation du site est établi pour 16 044 m² de surface utile, dont 10 912 m² SU sur le site principal.

L'opération de construction / restructuration se décompose de la façon suivante :

- Démolition de 2 bâtiments et d'une partie d'un 3ème : 6 378 m² SDO.
- Constructions neuves : 8 420 m² de SDO.
- Maintien de 3 bâtiments existants (15 185 m² SDO) qui accueilleront des éléments du programme avec quelques travaux à minima (réaffectations ou réaménagements ponctuels de locaux et réfection d'installations techniques lorsque cela est indispensable).

La mission intègre un avis sur l'ensemble de ces réalisations.

7.2 : Les prestations à réaliser

7.2.1 Compétence requise pour la coordination S.P.S.

Les opérations sur laquelle porte la mission du Coordonnateur SPS sont de catégorie 1 (10000 hommes/jours, soit >80000h de travail avec au moins 10 entreprises) au sens de l'Article R. 4532-1 du code du travail pour laquelle le niveau 1 de compétence du Coordonnateur SPS est requis.

7.2.2 Mission de coordination S.P.S.

Les missions du Coordonnateur SPS sont les suivantes :

- Il veille à la mise en œuvre des principes généraux de préventions tels que définis aux articles L4531-1, et L4535-1 du code du travail.
- Il exerce ces missions sous la responsabilité du maître d'ouvrage.
- Le Coordonnateur SPS fournit notamment en phase Etudes, un rapport (avis exhaustif) sur l'APD, le PROJET (avec un projet de PGCSPS et un projet de règlement du CISSCT), le DCE (avec PGCSPS définitif). Il donnera son avis sur les éventuels additifs ou documents complémentaires établis par le maître d'œuvre, si le maître d'ouvrage, après examen du DCE fourni, l'a exigé.
- Il élabore le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé PGCSPS pour les opérations de 1^{ère} et 2^{ème} catégories dans les conditions énoncées dans la sous-section 1 de la section 4 du chapitre II, titre III, Livre V, de la 4^{ème} partie du code du travail, partie réglementaire.
- Il se doit de récupérer l'ensemble des PPSPS des entreprises pour les opérations de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie conformément à la sous-section 1 de la section 5 du chapitre II, titre III, Livre V, de la 4^{ème} partie du code du travail, partie réglementaire.
- Il constitue le dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage DIUO conformément à la section 7 du chapitre II, titre III, Livre V, de la 4^{ème} partie du code du travail, partie réglementaire et compléments demandés par le maître d'ouvrage.
- Il ouvre un registre journal de coordination dès la notification du marché.
- Il définit les sujétions relatives à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques. Il mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui interviendront sur le chantier.
- Il organise entre les entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé. A cet effet, **il procède avec chaque entreprise**, préalablement à l'intervention de celle-ci, à **une inspection commune** au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises

pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune est réalisée avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger.

- Il veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.
- Il tient à jour et adapte le plan général de coordination et veille à son application.
- Il complète en tant que de besoin le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.
- Il tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet, notamment :
 - Procède avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à :
 - Délimiter le chantier
 - Matérialiser les zones du secteur, dans lequel se situe le chantier, qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour les travailleurs des entreprises appelées à intervenir
 - Préciser les voies de circulation que pourront emprunter les travailleurs, les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires, les locaux de restauration et le local ou les aménagements mentionnés à l'article R. 4534-142-1 auxquels auront accès leurs travailleurs.
 - Communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs travailleurs, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.
 - Tient compte des interférences avec les activités des unités de soins et services médicaux et paramédicaux de l'établissement, éventuellement en service sur le site de l'opération.
- Il préside le Collège Interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail CISSCT uniquement pour les opérations de 1ère catégorie composé et fonctionnant conformément aux sous sections 2 et 3 de la section 6 du chapitre II, titre III, Livre V, de la 4ème partie du code du travail, partie réglementaire.
- Il prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Le Coordonnateur SPS adresse systématiquement copie de tout document adressé par ses soins à une entreprise (ou à un autre intervenant) :

- au Maître d'ouvrage (*Conducteur d'opération*),
- au Maître d'œuvre (*représentant habilité pour phase TRAVAUX*).

Le Coordonnateur SPS dispose de tous les pouvoirs d'interventions directes auprès des entreprises (et de tout autre participant à l'opération) qui lui sont donnés par le Code du Travail.

En cas d'urgence, le Coordonnateur SPS peut donner l'ordre écrit à une entreprise d'arrêter l'exécution de ses travaux, et il diffuse l'information comme prévu ci-dessus.

Il tient étroitement informé le Maître d'œuvre, et surtout en cas de difficultés, étant rappelé que le Maître d'œuvre dispose du fait des stipulations des marchés de travaux passés entre le Maître d'ouvrage et les entreprises :

- de quelques pouvoirs directs de mise en demeure à l'encontre des entreprises ne respectant pas leurs obligations,
- du pouvoir (et de l'obligation) de proposition au Maître d'ouvrage de mettre en œuvre les moyens coercitifs contractuels (dont l'interruption des travaux, en cas de nécessité),
- du pouvoir de proposer au Maître d'ouvrage, des projets d'avenants pour commander des prestations non prévues aux marchés de travaux et qui s'avèreraient indispensables.

Au cas où un désaccord apparaîtrait entre le Coordonnateur SPS et une Entreprise, en particulier dans la mise en place des mesures de sécurité et de protection de la santé collectives, une réunion de mise au point aura lieu en présence du Maître d'Œuvre et du Maître de l'Ouvrage ou de son représentant qui devront arbitrer le litige si une entente ne peut intervenir.

Au cas où une entreprise ne tiendrait pas compte des observations ou demandes répétées du Coordonnateur SPS dans le cadre de la mission qui lui est confiée par le Maître d'Ouvrage, le Coordonnateur SPS alertera par écrit le Maître d'Ouvrage qui interviendra auprès de l'entreprise - voire utilisera si nécessaire les mesures coercitives à sa disposition à l'encontre de l'entreprise concernée - pour appuyer les mesures de coordination préconisées par le Coordonnateur SPS.

7.2.3 Conditions et modalités d'exercice de la mission de coordination S.P.S.

Les conditions et modalités d'exercice de la mission du Coordonnateur SPS seront conformes à celles décrites au paragraphe 2 de la sous-section 2 de la section 3 du chapitre II, titre III, Livre V, de la 4^{ème} partie du code du travail partie réglementaire.

Le Coordonnateur peut participer aux réunions de chantier et aux réunions organisées par le maître d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre. Sa présence aux réunions prévues au présent C.C.A.P. ou auxquelles il est convoqué est obligatoire.

Le Coordonnateur SPS recueillera auprès du Maître de l'Ouvrage et des autres participants, toutes les informations pouvant avoir une influence, soit sur le déroulement des études et des travaux, soit sur le montage général de l'opération. Si le Coordonnateur SPS n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au Maître d'ouvrage.

7.2.3.1 - CONCEPTION, ELABORATION DU PROJET

Dès notification de son marché, le Coordonnateur SPS participera à toutes les réunions organisées par le Maître d'Œuvre quant à la conception et à l'élaboration du projet. Le Maître de l'Ouvrage lui transmettra toutes les études réalisées par le Maître d'Œuvre intéressant sa mission dans un délai compatible avec l'accomplissement de celle-ci. Le Coordonnateur SPS fournit au Maître de l'Ouvrage la totalité des documents (notes écrites, plans,...) à joindre au dossier de consultation des entrepreneurs.

7.2.3.2 - PERIODE DE PREPARATION

Pendant la période de préparation et lorsque tous les contrats ont été passés, le Coordonnateur SPS convoque toutes les entreprises à une première réunion au cours de laquelle il explique à tous les intervenants comment se conformer à l'application des dispositions du code du travail. Il les assiste, en cas de besoin, pour l'élaboration du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé et organise des entrevues avec les entrepreneurs afin de vérifier l'avancement de leur travail.

7.2.3.3 - SUIVI DU CHANTIER

Le Coordonnateur SPS assistera :

- Aux rendez-vous de chantier notamment lorsque sera traitée la partie "hygiène et protection de la santé".
- Aux réunions de coordination menées par l'OPC et signalera les retards dans la remise des documents.
- Aux rendez-vous particuliers en dehors des rendez-vous de chantier hebdomadaires afin d'assurer des compléments de mise au point qui peuvent s'avérer nécessaires.
- A des visites inopinées afin de s'assurer du respect des dispositions arrêtées lors de l'établissement des documents de base ou lors des rendez-vous tant hebdomadaires que particuliers.

Sa présence ne devra être inférieure en aucun cas à une visite par semaine (ce qui n'exclut pas une fréquence plus élevée en particulier aux moments importants du chantier).

7.2.4 Tenu du registre journal

Le coordonnateur consigne sur le registre-journal de la coordination, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :

- Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues au 1° de l'article R. 4532-13, qu'il fait viser par les entreprises concernées ;
- Les observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par les intéressés avec leur réponse éventuelle ;
- Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au

chantier et la durée prévue des travaux. Cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour ;

- Le procès-verbal de passation de consignes avec le coordonnateur appelé à lui succéder ;
- Le coordonnateur présente le registre journal, sur leur demande, au maître d'œuvre, à l'inspection du travail, aux agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale, aux agents de l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, et, lorsqu'il est constitué, aux membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;
- Une copie du procès-verbal de transmission du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage mentionné à l'article R. 4532-97 est annexée au registre journal ;
- Le registre journal est conservé par le coordonnateur pendant une durée de cinq ans à compter de la date de réception de l'ouvrage.

7.2.5 Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage - spécificités du CHU

Le CHU apporte une grande importance à l'exploitation et à la maintenabilité des ouvrages et équipements techniques au cours de la vie de ces derniers. En ce sens, il demande à l'ensemble des interlocuteurs de définir de façon anticipée et détaillée les différents postes de travail, tant pour les personnels soignants que pour les techniciens de maintenance et d'entretien. Ceci est d'autant plus important que les conditions d'intervention des techniciens au sein d'un hôpital sont fortement contraintes par les règles d'hygiène strictes, en particulier celles en lien avec le risque aspergillaire (présence d'un champignon dans les poussières avec des conséquences délétères pour les personnes fragiles). Par ailleurs, une partie des patients accueillis sont atteints de troubles cognitifs : ils sont de ce fait désorientés et/ou peuvent avoir des réactions irrationnelles pouvant les mettre en danger. Cf. Annexe 3 Hygiène hospitalière.

Le CHU demande la prise en compte de ces contraintes dans la définition des modes opératoires de maintenance. Celle-ci va au-delà des missions réglementaires habituelles mais la **gestion des risques pour les travailleurs n'a pas de sens si la sécurité des patients n'est pas assurée dans le même temps.**

Le CHU attend donc du coordonnateur SPS une analyse critique et des propositions alternatives le cas échéant en phase de conception sur le choix des positionnements des organes de manœuvre des réseaux, des emplacements d'équipements techniques,...

Le CSPS participera à la rédaction des clauses précisant les attendus en termes de DOE / DIUO dans le dossier de consultation des entreprises de travaux.

Une liste minimale des éléments attendus dans le DIUO est présentée en annexe 2. Il sera prévu une présentation du DIUO avec les représentants du Maître d'ouvrage afin d'échanger et converger sur les solutions proposées en cours (phase PRO) et fin de la phase conception (à l'issue de la Phase DCE) et en fin de la phase travaux (1 réunion sur document partiel et une dernière sur document complet).

7.2.6 Usage du BIM

La conception, la conduite du chantier et l'exploitation ultérieure de cette opération seront réalisés en BIM.

Aussi, le CSPS devra avoir les matériels et logiciels (viewer) permettant d'assurer sa mission dans cet environnement. Si le fond de la mission n'est pas singulièrement modifié par rapports aux attendus habituels, l'insertion de consignes en lien avec l'exploitation ultérieure de l'ouvrage est à prévoir dans la maquette numérique. Le CSPS n'aura pas à sa charge d'insérer les éléments dans la maquette, mais il devra donner les directives nécessaires aux entreprises de travaux et vérifier la réalisation effective de ces consignes (spécification de volumes réservés à la maintenance, étiquettes d'information sur les règles de sécurité à mettre en œuvre,...). En pratique, les éléments à saisir seront présentés sous forme de tableau correspondant aux informations à saisir par d'autres prestataires dans les « étiquettes » d'information de la maquette. Ceci intègre les interventions en phase conception et réalisation, et ne concerne à priori que les informations en lien avec le DIUO. Une interaction est donc également à prévoir avec le BIM Manager de l'opération.

ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Equipe de consultants

Le titulaire devra désigner un interlocuteur unique vis-à-vis du CHU d'ANGERS. Celui-ci aura à sa charge le management opérationnel de la mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé. A ce titre il référera au maître d'ouvrage.

Les consultants affectés par le titulaire à la réalisation du présent marché sont ceux qui auront été identifiés et désignés par le titulaire dans sa proposition.

Pendant toute la durée d'exécution, l'établissement se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs consultants. Le titulaire doit alors proposer, dans un délai maximum d'un mois un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires. Il transmet le curriculum vitae de ce remplaçant, par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-PI, le silence de l'établissement dans un délai de quinze jours francs après réception de la lettre vaut acceptation du remplaçant.

ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE

Sans objet

ARTICLE 10 : DELAIS - PENALITES POUR RETARD

10.1 : Délai d'exécution

10.1.1 Délais du marché

La mission du coordonnateur SPS prend effet dès sa désignation et conformément à la description détaillée de la mission précisée à l'article 7.2 du présent C.C.A.P.

Cette mission s'applique aux phases préparations de travaux et travaux. Elle prend fin à la date de levée de la dernière réserve, postérieurement à la réception des ouvrages.

Cependant, cette mission pourrait être prolongée, par vacations, jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement, pour des travaux qui nécessiteraient des dispositions particulières en matière de sécurité et de protection de la santé. Ces vacations seraient rémunérées par le Maître d'Ouvrage selon les modalités prévues dans la DPGF.

La durée prévisionnelle de la mission est fixée à :

19 mois environ pour la phase études et consultation des entreprises et **43 mois** environ pour les travaux.

10.1.2 Délais d'exécution des prestations et documents à remettre

Le prestataire adressera ses rapports en deux exemplaires au maître d'ouvrage (1 papier et 1 format pdf), nonobstant les exemplaires à adresser directement aux entreprises.

Les prestations du Coordonnateur SPS devront être exécutées dans les délais suivants :

Phase « ETUDES » :

- Rapport sur dossier A.P.D. : **4 semaines à compter de la transmission du dossier**
- Rapport sur dossier PROJET : **4 semaines à compter de la transmission du dossier (+ fourniture projet de P.G.C.S.P.S. et projet règlement C.I.S.S.C.T.). Pour rappel une réunion de présentation des DIUO au maître d'ouvrage est prévue dans cette phase.**
- Rapport sur dossier D.C.E. : **1 semaine à compter de la transmission du dossier (intégrant la fourniture du P.G.C.S.P.S. définitif et le règlement C.I.S.S.C.T.).**
- Avis sur additifs (éventuels) au D.C.E. : **1 semaine à compter de la date de remise du (des) document(s) concerné(s) au Coordonnateur SPS.**

- REGISTRE-JOURNAL partiel et D.I.U.O. partiel : **2 semaines** à compter de la date de réception du D.C.E. (acceptation) par le Maître d'Ouvrage. Pour rappel une réunion de présentation des DIUO au maître d'ouvrage est prévue dans cette phase.

Phase « TRAVAUX » :

- Suivi chantier : **1 semaine** à compter de la remise de chaque document au Coordonnateur SPS (avis sur documents d'exécution proposés par les entreprises).
- PV de réunion du C.I.S.S.C.T. : **1 semaine** à compter de la date de réunion du C.I.S.S.C.T.
- REGISTRE-JOURNAL partiel et D.I.U.O. partiel: **2 semaines** à compter de la date de réception des documents par le titulaire du présent marché (notamment les DOE provisoires). Pour rappel une réunion de présentation des DIUO au maître d'ouvrage est prévue dans cette phase.
- REGISTRE-JOURNAL complet et D.I.U.O complet **4 semaines**, à compter de la réception des DOE définitifs visés par le Maître d'œuvre. Pour rappel une réunion de présentation des DIUO au maître d'ouvrage est prévue dans cette phase.

Si à l'issue des opérations de vérifications du Maître d'ouvrage celui-ci a des modifications à apporter aux documents remis, il procède au rejet motivé par écrit, le titulaire dispose d'un délai maximum de reprise du document intégrant les observations du CHU dans un délai de 10 jours ouvrables. Les pénalités de retard peuvent commencer à courir. Tout délai supplémentaire lié au(x) rejet(s) ultérieur(s) des versions définitives sera considéré comme retard dans la phase considérée.

10.2 : Arrêt de l'exécution de la prestation

Le Pouvoir Adjudicateur peut décider l'arrêt de l'exécution de la mission entre les phases suivant les dispositions de l'article 22 du C.C.A.G.-PI.

10.3 : Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le Pouvoir Adjudicateur au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de ce marché dans le délai contractuel. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de la personne publique ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, les dispositions de l'article 13.3.1 du C.C.A.G.-PI, s'imposent au titulaire.

10.4 : Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-PI, en cas de retard dans la remise des rapports et avis ci-dessous, il pourra être appliqué par jour calendrier de retard les pénalités suivantes :

- Rapport sur dossier A.P.D. : 50 € HT
- Rapport sur dossier PROJET : 50 € HT
(+ Fourniture projet de P.G.C.S.P.S. et projet règlement C.I.S.S.C.T.)
- Rapport sur dossier D.C.E. 50 € HT
(+ Fourniture P.G.C.S.P.S. définitif)
- Avis sur additifs (éventuels) au D.C.E.: 50 € HT
- REGISTRE-JOURNAL partiel : 50 € HT
- D.I.U.O partiel : 50 € HT
- Avis sur documents d'exécution des entreprises : 50 € HT par avis
- P.V. de réunion du C.I.S.S.C.T. : 50 € HT par P.V.

- REGISTRE-JOURNAL complet : 100 € HT
- D.I.U.O. complet : 100 € HT
(compris non validation du DIUO par le maître d'ouvrage et demande de reprise du document).

En cas d'absence aux réunions, il sera fait application des pénalités suivantes :

- en phase études : 100 € HT
- en phase travaux : 100 € HT.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G.-PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30% du montant total hors taxes du marché.

Dans le cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

ARTICLE 11 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées lors de l'exécution des prestations de service conformément aux articles 28 et 29 du C.C.A.G.-PI.

L'établissement est en droit de demander au titulaire des rapports intermédiaires sur l'exécution de la prestation notamment à chaque étape identifiée à l'article 7 du C.C.A.P. Ces rapports indiquent l'état d'avancement de la prestation et les moyens mis en œuvre au regard des objectifs de la mission. Ces rapports sont remis à l'établissement sur support papier et dans un délai maximal de 7 jours ouvrés à compter de la demande.

L'admission sera prononcée par le représentant de chacun des établissements du GHT désigné à cet effet dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G.-PI après remise et validation du document final prévu à l'article 12 ci-après.

Si à l'issue des opérations de vérifications du Maître d'ouvrage celui-ci a des modifications à apporter aux documents remis, il procède au rejet motivé par écrit, le titulaire dispose d'un délai maximum de reprise du document intégrant les observations du CHU dans un délai de 10 jours ouvrables. Les pénalités de retard peuvent commencer à courir. Tout délai supplémentaire lié au(x) rejet(s) ultérieur(s) des versions définitives sera considéré comme retard dans la phase considérée.

ARTICLE 12 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Les documents à fournir par le titulaire sont fixés dans le C.C.A.P. à l'article 10.1.2.

Les modalités de transmission des documents fournis au Maître d'Ouvrage par le titulaire, au titre du présent marché, sont définies à l'article 10.1.2 du C.C.A.P.

ARTICLE 13 : PRIX DU MARCHE

13.1 : Dispositions générales

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire. Cependant des interventions ponctuelles pourront être exécutées sur demande spécifique du maître d'ouvrage par vacation minimale d'une journée dont le montant est précisé dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Le titulaire s'engage sur ce prix global forfaitaire proposé par lui, au vu des définitions des prestations demandées, définitions que le Titulaire reconnaît comme suffisantes pour établir un tel engagement. Des différences éventuellement constatées entre les quantités mentionnées dans la D.P.G.F., et celles exécutées par le titulaire, ou, éventuellement, des frais déclarés imprévus par le

Titulaire, pendant l'exécution de son marché, ne peuvent en aucun cas, conduire à une modification du prix global forfaitaire.

Une modification de ce prix ne pourrait correspondre qu'à des modifications de prestations demandées par le Maître d'Ouvrage, et ne pourrait intervenir que dans les conditions des 2194-1 à R 2194-10 du code de la commande publique.

Toute modification de Programme de l'opération (pouvant influencer sur le prix du présent marché) pendant les études ou les travaux, doit faire l'objet d'une décision du Maître d'Ouvrage.

Il ne peut y avoir modification "tacite" du Programme de l'opération par le Maître d'Ouvrage :

- ni les observations ou les souhaits formulés par le Maître d'Ouvrage, le Conducteur d'opération, les représentants des utilisateurs, etc. lors de la réception des documents d'études, ou durant les travaux,
- ni les "variantes", les "options", ou les travaux modificatifs proposés par le Maître d'oeuvre et acceptés par le Maître d'Ouvrage, ne peuvent être assimilés à des modifications de Programme sans décision écrite préalable ou simultanée en ce sens.

En cas de doute, le Coordonnateur SPS est tenu de consulter, au préalable et par écrit le Maître d'ouvrage dans les conditions fixées à l'article 43 du C.C.A.G.-P.I.

Le prix convenu est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le coordonnateur SPS s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération, par quelque Intervenant que ce soit.

Les coûts des travaux sont toujours exprimés hors T.V.A. et comprennent toutes les dépenses correspondant aux commandes que le Maître d'oeuvre proposera (dans le cadre de sa mission) au Maître d'Ouvrage pour une livraison des ouvrages conforme au Programme de l'opération.

Au stade du présent marché, le montant prévisionnel des travaux s'élève au montant indiqué dans la Fiche de synthèse (en annexe au présent C.C.A.P.).

L'évolution (*éventuelle*) de ce coût prévisionnel dans le cadre du marché passé entre le Maître d'oeuvre et le Maître d'Ouvrage, ainsi que le coût retenu au moment de la passation des marchés de travaux, seront communiqués au Coordonnateur SPS pour son information.

Aucune évolution du coût des travaux ne pourra justifier une modification du prix global forfaitaire, sauf si cette évolution venait à correspondre à une modification du Programme (*voir ci-dessus*).

La rémunération de la mission "de base" indiquée à l'article 2 de l'Acte d'Engagement comprend toutes sujétions et déplacements nécessaires à l'exercice de cette mission.

Le montant de la "vacation" pendant la période de garantie de parfait achèvement comprend également toutes les sujétions et déplacements nécessaires à l'exercice de cette vacation.

13.2 : Modalités de détermination des prix

Les frais de déplacements des intervenants ainsi que la fourniture des documents seront inclus dans le prix de la prestation.

Les prix à indiquer sont les prix hors taxes, les prix toutes taxes comprises, ainsi que le taux de taxes à appliquer.

L'euro est la monnaie de compte du marché. Le prix restera inchangé en cas de modification du cours de la monnaie utilisée par le Titulaire pour régler son fournisseur étranger.

13.3 : Variation dans les prix

Le prix est révisable selon les modalités suivantes :

13.3.1 : Mois d'établissement du prix du marché :

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 de remise des offres.

13.3.2 : Choix de l'index de référence :

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index national *Ingénierie*.

13.3.3 : Modalités de révision des prix :

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de l'acompte du mois n, de même que pour le tarif forfaitaire pour vacation et déplacement visés dans la décomposition des prix, est donné par la formule :

$$Cn = \frac{In}{Io}$$

dans laquelle Io et In sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché respectivement au mois zéro et au mois n.

Le mois n est le mois où se situe la date à compter de laquelle le coordonnateur SPS peut prétendre au versement de l'acompte correspondant, dans la limite des délais d'exécution précisés à l'article 10.1.2 supra.

IMPORTANT : les coefficients de révision se calculent avec 4 décimales et sont arrondis au millième supérieur.

13.3.4 Révision provisoire :

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

14.1 : Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- ses coordonnées bancaires,...

Le Titulaire fait parvenir à l'Acheteur son numéro unique d'identification de l'entreprise (numéro SIREN délivré par l'INSEE) ou s'il est établi à l'étranger, un document délivré par l'autorité administrative ou judiciaire compétente de son pays d'origine ou d'établissement attestant de l'absence de cas d'exclusion, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et un relevé d'identité bancaire ou de caisse d'épargne.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'acheteur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification de la modification du contrat.

14.2 : Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire se doit de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

14.3 : Assurance

Il est fait application de l'article 9 du C.C.A.G.-PI.

Le titulaire produit une assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir immédiatement l'établissement de toute difficulté qui pourrait survenir.

Il veille, en particulier à ce que cette assurance couvre les dommages corporels et matériels que les consultants pourraient causer dans le cadre de l'exécution de la prestation. Cette garantie est illimitée pour les dommages corporels.

14.4 : Discrétion et confidentialité - Secret professionnel

Le titulaire et les consultants qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, ont reçu ou eu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielles ces informations. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse, être communiqués à des tiers ou faire l'objet de publications autres.

Lorsque la réalisation de la prestation nécessite une intervention ou un déplacement dans des secteurs sensibles ou protégés, le titulaire et les consultants doivent observer les dispositions particulières imposées par les établissements.

En cas de violation des obligations mentionnées aux alinéas précédents, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'établissement se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

14.5 : Sécurité

Le CHU d'ANGERS et les établissements parties ont défini, selon les dispositions des articles R. 4511-1 à R. 4515-1 du code du travail une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché par l'établissement.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Pour aider le titulaire du marché à mieux intégrer la sécurité dans son offre et en cours d'exécution des prestations, figure en annexe au présent C.C.A.P., un document intitulé les «Risques généraux dans les établissements hospitaliers».

14.6 : Règlement européen sur la protection des données Sécurités (RGPD)

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données [RGPD] »).

ARTICLE 15 : AVANCE FORFAITAIRE

Il est fait application de l'option B prévue à l'article 11.1 du C.C.A.G.-PI.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance sera versée au titulaire si le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement.

S'agissant d'un marché dont la durée est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le délai global de paiement applicable à l'avance forfaitaire court à partir de la date de réception par le CHU d'Angers de la demande de paiement.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations, qui figure à un décompte mensuel atteindra ou dépassera soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant initial (hors TVA) du marché.

En cas de co-traitance avec un groupement de prestataires ayant opté pour le versement à des comptes séparés, les dispositions du précédent alinéa concernant le remboursement de l'avance, s'appliquent individuellement à chaque prestataire par rapport au montant partiel du marché initial qui lui est propre.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé à l'article R2191-3 du code de la commande publique pour le versement de l'avance (50.000 € HT).

Le versement de cette avance, dont le montant doit être égal à 5 % du montant des prestations à exécuter par le sous-traitant au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution, et son remboursement sont effectués selon les mêmes modalités que pour le titulaire du marché ; ce coordonnateur SPS prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire sous-traite une part de son marché postérieurement à la conclusion de celui-ci, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées faisant l'objet d'un paiement direct même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial.

ARTICLE 16 : CONDITIONS DE PAIEMENT

16.1 : Acomptes et paiements partiels définitifs

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes à l'occasion de l'exécution totale ou partielle des phases dont chaque montant figure dans la décomposition du prix forfaitaire. La demande d'acompte est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, ainsi que leur prix évalué en prix de base et hors TVA, conformément à la décomposition du prix global forfaitaire.

Pendant la période de conception, le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes en fonction des phases techniques suivantes :

- Avant-Projet Définitif
- Projet + projet PGCSPP et projet règlement CISSCT
- DCE + PGSCSP définitif
- Registre journal partiel
- DIUO partiel.

Pendant la période d'exécution des travaux, l'intervalle entre deux acomptes successifs sera égal à 1 mois. Le montant de chaque acompte sera égal au montant total prévu pour la phase d'exécution des travaux divisé par la durée prévisionnelle des travaux.

Toutefois le registre-journal partiel et DIUO partiel et le registre journal complet et DIUO complet feront l'objet d'un règlement à l'issue de leur remise conforme aux attentes du CHU.

16.2 : Présentation des demandes de paiements

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-PI.

16.2.1 Facture électronique

Les factures sont transmises sous forme électronique, conformément aux articles L.2192-1 et L.2192-2 du code de la commande publique. L'utilisation de la facture électronique est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission.

16.2.2 Dépôt de la facture électronique

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : [https ://chorus-pro.gouv.fr](https://chorus-pro.gouv.fr)

L'utilisation du portail de facturation par le Titulaire, est exclusive de tout autre mode de transmission. Si le Titulaire transmet une facture en dehors du portail de facturation, l'acheteur rejette la facture après avoir invité le Titulaire à utiliser le portail. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Le numéro SIRET de l'acheteur à indiquer dans les factures, ainsi que le code du service permettant de connaître le lieu de dépôt des factures sous Chorus Pro, sont les suivants :

SIRET **264 900 036 00015**

Code Service **ATRAV**

La facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La dénomination sociale, numéro SIRET et adresse du Titulaire,
- La désignation sociale et adresse du destinataire de la facture, son numéro SIRET,
- La mention du code du service en charge du paiement,
- Le numéro de facture,
- Le numéro de marché et son objet,
- Le cas échéant, le numéro du bon de commande en vertu duquel la facture est émise, et dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique,
- L'identité bancaire ou postale telle que précisée sur l'acte d'engagement,
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services,
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- Le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Les factures et autres demandes de paiement sont établies à l'ordre du C.H.U. d'ANGERS.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la réalisation des prestations.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

16.3 : Mode de règlement

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Le comptable chargé du paiement est le comptable public du C.H.U. d'ANGERS.

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement de l'avance ou de l'acompte éventuel.

Le dépassement du délai de règlement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, au bénéfice d'intérêts moratoires. Ceux-ci commencent à courir dès le lendemain de l'expiration du délai de règlement, jusqu'au jour de mise en paiement inclus. Ils sont calculés sur la base du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de 8 points. Le dépassement du délai de règlement ouvre droit également au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement d'un montant de 40€. Cette indemnité s'ajoute au montant des intérêts moratoires dûs.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- facturation avant service fait,...

16.4 : Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 17 : PROPRIETE INTELLECTUELLE - DROITS CEDES PAR LE TITULAIRE

Le marché ne donne pas lieu à la création d'une œuvre protégée par la propriété intellectuelle.

ARTICLE 18 : COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable chargé du paiement est le comptable public du C.H.U. d'ANGERS.

ARTICLE 19 : CONDITIONS DE RESILIATION

19.1 : Résiliation pour événements extérieurs au marché

La résiliation pour événements extérieurs au marché peut intervenir dans tous les cas prévus à l'article 37 du C.C.A.G.-PI.

19.2 : Résiliation pour événements liés au marché

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, l'acheteur peut prononcer la résiliation de ce dernier.

Conformément aux articles 22 et 38.3 du C.C.A.G.-PI, si le marché comprend des parties techniques, l'acheteur se réserve la possibilité d'interrompre l'exécution des prestations au terme de chacune de ces parties techniques composant le marché. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

En complément des cas prévus à l'article 38 du C.C.A.G.-PI, l'acheteur pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque les parties se seront entendues au préalable, au moyen d'un échange de courriers, pour mettre un terme au marché.

Cette résiliation n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité.

19.3 : Résiliation pour motifs d'intérêt général

L'acheteur peut résilier le marché pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié au marché, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G.-PI, cette résiliation n'ouvre pas droit pour le titulaire à indemnité, sauf à être indemnisé de la part des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

19.4 : Résiliation aux torts du Titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 39 du C.C.A.G.-PI, et notamment, dans les cas particuliers suivants :

- en cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;
- lorsque le Titulaire, au cours de l'exécution du marché, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ;
- lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail.

Sauf dans les cas cités à l'article 39.2 du C.C.A.G.-PI, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Lorsque l'acheteur met le Titulaire en demeure de faire cesser sans délai une situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, la mise en demeure est assortie d'un délai de deux (2) mois, conformément aux dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet à l'acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucun dommage et intérêt.

19.5 : Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

19.5.1 - En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution

Sauf cas de force majeure, dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, l'acheteur se réserve le droit de faire exécuter les prestations concernées aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant.

Sauf pour les prestations ne pouvant souffrir d'aucun retard, cette exécution par défaut est précédée d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution par laquelle le Pouvoir Adjudicateur invite le Titulaire à se conformer à ses obligations, et l'informe de la sanction envisagée. A l'expiration de ce délai, à défaut de rétablissement de la situation, l'acheteur y remédie aux frais et risques du Titulaire, soit par lui-même, soit par une entreprise tierce désignée par lui.

Le Titulaire est tenu d'informer par écrit l'acheteur, de la date à laquelle il est en mesure de reprendre l'exécution normale du marché. A défaut, l'acheteur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de la période d'exécution aux frais et risques, et le Titulaire en supportera les conséquences financières.

En cas de reprise des prestations par le Titulaire, l'éventuel surcoût résultant de l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire est déduit des premières factures afférentes à la poursuite de l'exécution des prestations jusqu'au remboursement de ce surcoût.

19.5.2 - Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire

En application de l'article 27.1 du C.C.A.G.-PI, en cas de résiliation prononcée aux torts du Titulaire, l'acheteur se réserve le droit de faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire.

Le surcoût éventuel résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, est prélevé sur les sommes restant dues au Titulaire, sans préjudice des droits de l'acheteur à exercer un recours contre le Titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'acheteur.

ARTICLE 20 : LITIGES

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable et toutes les correspondances doivent être rédigées en français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 43 du C.C.A.G.-PI.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, et après épuisement des voies de recours amiables, le différend entre les titulaires ou attributaires et l'acheteur se règle par la saisine du Tribunal Administratif de Nantes.

ARTICLE 21 : NOTIFICATION

Les dispositions du marché ne prennent leur effet qu'après notification au Titulaire.

ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. - PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Articles du C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G.-PI	Objet
Article 6.3.1	Article 4.2.1	Dérogation pièces à délivrer dans le cadre de la notification du marché
Article 8	Article 3.4.3	Remplacement du titulaire
Article 10.4	Articles 14.1, 14.1.2 et 14.1.3	Pénalités
Article 12	Article 28.4.2 et 28.5	Vérifications des prestations
Article 19.3	Article 40	Résiliation